

Comité syndical international sur le capital des travailleurs - Le capital des travailleurs sert de levier à une gestion durable

Le CWC est un projet commun de regroupements syndicaux internationaux

16 mars 2013 | Caroline Rodgers | Finances personnelles

À l'échelle mondiale, on estime que la valeur des régimes de retraite des travailleurs serait de 25 000 à 30 000 milliards de dollars. C'est dire à quel point les décisions d'investissement prises par leurs gestionnaires ont un impact important.

Le Comité syndical international sur le capital des travailleurs (Committee on workers' capital, ou CWC) est un réseau d'échange et de partage d'information pour une gestion responsable des capitaux des travailleurs. Le principe de base qui sous-tend les activités du CWC est simple : en utilisant leur épargne-retraite comme effet de levier, les travailleurs peuvent influencer sur les entreprises afin qu'elles respectent les droits humains et le droit du travail et qu'elles réduisent leurs incidences négatives sur l'environnement. Un autre principe important est que les travailleurs, en tant que propriétaires indirects, ont le droit de savoir comment leur argent est investi et d'exiger qu'il soit investi d'une manière plus durable.

Responsabiliser les multinationales

Ainsi, le CWC a contribué à des initiatives visant à rendre plus responsables des multinationales telles que Chevron, British Petroleum et Shell. Ses activités se déploient sur quatre plans : la formation des fiduciaires, les investissements ciblés à vocation économique, l'activisme des actionnaires et les réglementations et politiques.

« Notre but est de faire la promotion de l'investissement responsable et d'orienter la pratique vers une gestion plus durable de ces capitaux, qui tient compte des impacts écologiques et sociaux des décisions d'investissement, tout en permettant le maintien de bénéfices à long terme pour ces régimes de retraite. C'est un travail important qui a un impact. On parle d'une somme de capitaux considérable qui est en jeu. Les déployer d'une façon durable et responsable a un impact positif sur la société et l'environnement, tout en maintenant leur mission première, qui est de procurer la sécurité des travailleurs au moment de leur retraite », explique Peter Chapman, directeur exécutif de Share.

Share (Association des actionnaires pour la recherche et l'éducation) est cet organisme canadien à but non lucratif dont la mission est de faire la promotion de l'investissement responsable par la sensibilisation. Ses bureaux situés à Vancouver accueillent le secrétariat et les employés du CWC.

Créé en 1999, le CWC est un projet commun de regroupements syndicaux internationaux, comme la Confédération syndicale internationale, les fédérations syndicales internationales et la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE. Il compte 200 membres dans 25 pays. Au Canada, la CSN et le Congrès du travail du Canada en font partie. Présentement, Ken Georgetti, président du Congrès du travail du Canada, est aussi le président du CWC.

« Nous faisons du réseautage et de la sensibilisation auprès des syndicats et des groupes de travailleurs sur la nécessité de réformer les marchés pour les rendre plus durables, ajoute Peter Chapman. Nous agissons également auprès des gestionnaires des entreprises dont ils détiennent des actions dans leurs portefeuilles, ainsi qu'auprès des organismes de réglementation des marchés financiers. »

Vote par procuration

Parmi les projets récents, le CWC a procédé à une étude sur le vote par procuration. « Les portefeuilles des régimes de retraite contiennent des actions sur les marchés internationaux. L'exercice du droit de vote est donc important. Mais plusieurs de ces fonds contiennent des centaines d'entreprises, ce qui rend difficile, pour les administrateurs des caisses de retraite, de savoir de quelle façon leurs prestataires de services votent en leur nom. Pendant la dernière décennie, le vote par procuration est devenu une façon de plus en plus stratégique pour les investisseurs d'avoir une influence sur les entreprises dont elles détiennent des actions. L'étude sur le vote stratégique permet de fournir aux membres des informations importantes pour améliorer le dialogue avec les gestionnaires de fonds qui votent pour eux par procuration sur les questions d'environnement, de société et de gouvernance des entreprises », explique M. Chapman.

D'autre part, le CWC participe à plusieurs organisations ou initiatives internationales qui travaillent sur les enjeux de l'investissement responsable. Il adhère notamment aux Principes pour l'investissement responsable des Nations unies, un cadre volontaire pour les professionnels de l'investissement. Il fait partie de l'International Corporate Governance Network (ICGN), un réseau international sur la gouvernance d'entreprises. Il collabore également avec l'Institut Euresa, actif dans le domaine de l'économie sociale.

Collaboratrice